

# GÉOGRAPHIE ÉLECTORALE DU FRONT POPULAIRE DE 1936

Jérôme Fourquet, Sylvain Manternach

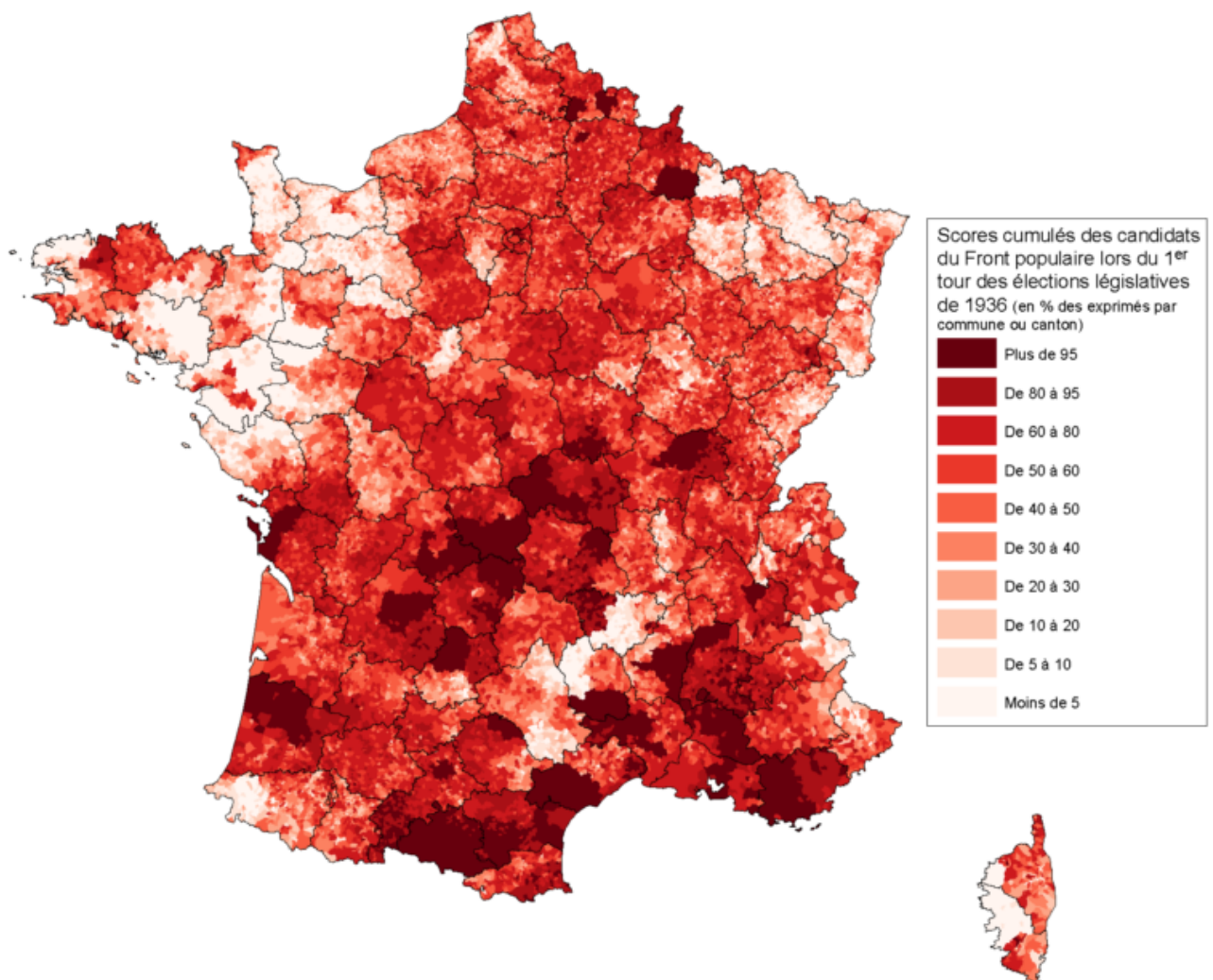
05/02/2025

**En juin 2024, les partis de gauche font le choix d'une alliance électorale appelée Nouveau Front populaire, en écho à la coalition victorieuse de 1936 qui, face à la montée de l'extrême droite, avait rassemblé socialistes, communistes et radicaux. Mais quelles étaient les bases sociologiques et géographiques qui avaient permis l'accession au pouvoir ? À partir des données électorales numérisées par Thomas Piketty et Julia Cagé, Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach proposent une analyse cartographique inédite du vote de 1936, mettant en lumière les complémentarités électorales entre les différents partis de la coalition.**

Au lendemain de l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée nationale, les différents partis de gauche ont scellé une alliance électorale et programmatique appelée le Nouveau Front populaire (NFP). Le choix de ce nom n'est pas fortuit. Dans l'imaginaire des gauches, le Front populaire constitue une référence partagée et hautement valorisée. Par ailleurs, la menace d'une accession au pouvoir de l'extrême droite qui a lourdement pesé en faveur de la conclusion de cette nouvelle alliance (le Rassemblement national rassemblant 31,3% des voix au soir des élections européennes<sup>1</sup>) était déjà à l'origine de la constitution du premier Front populaire. Les émeutes du 6 février 1934 et l'activisme des ligues nationalistes avaient en effet provoqué une réaction de défense républicaine dans les différents partis et organisations de gauche, qui déboucha deux ans plus tard sur la constitution du Front populaire<sup>2</sup>. Reprendre ce nom glorieux permettait enfin de rappeler que la victoire ne fut possible à l'époque que grâce au rassemblement de l'ensemble de la gauche.

À l'été 2024, dans un contexte électoral peu porteur pour la gauche, la démarche unitaire a été poussée jusqu'à la désignation de candidatures communes du NFP dans la quasi-totalité des circonscriptions. En 1936, chaque formation constituant le Front populaire était partie sous ses propres couleurs au premier tour, avant de pratiquer le désistement républicain au second tour. Et portée par une dynamique historique, la gauche l'emporta très largement, avec près de 58% des voix au second tour.

Le contexte de l'époque et la stratégie unitaire confèrent un vrai élan à cette alliance, qui s'appuya également sur la forte complémentarité de la sociologie et de la géographie des électorats socialiste, communiste et radical. Dès le premier tour, le score cumulé de ces différentes forces permit au Front populaire de bénéficier d'une large assise. Comme le montre la carte suivante, la domination des forces du Front populaire est ainsi générale. Seuls quelques départements de l'Ouest de la France, le Pays basque, le sud du Massif central et une partie de la Lorraine ressortent en clair sur la carte.



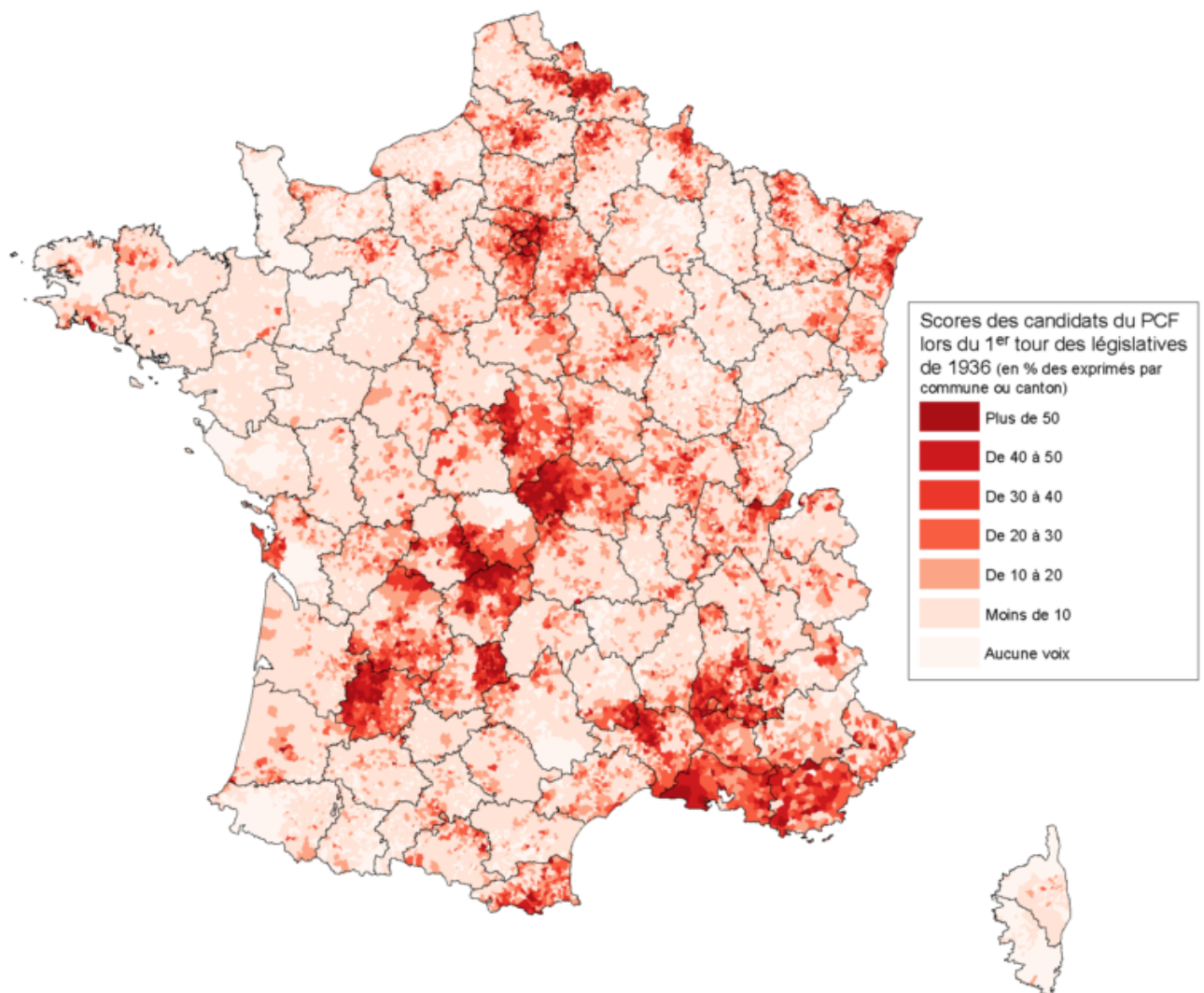
Alors que les tensions agitent actuellement le Nouveau Front populaire, nous revenons dans cette note sur l'assise géographique et sociologique qui avait permis aux gauches rassemblées d'être majoritaires et de l'emporter en 1936. Pour ce faire, nous nous sommes appuyés sur la précieuse **base de données** mise à disposition par Thomas Piketty et Julia Cagé, qui propose de manière numérisée tous les résultats électoraux au niveau communal<sup>3</sup>. Ces données ont permis de réaliser des cartes inédites sur le vote en faveur du Front populaire, cartes dont la granularité non plus

départementale, mais cantonale, voire communale, ouvre des perspectives d'analyse nouvelles.

## **L'implantation historique du PC se dessine en 1936**

Pour le Parti communiste (PC), les élections législatives de 1936 seront marquées par une progression significative de son audience, puisque son score passa de 6,7% en 1932 à 12,5% en 1936, le nombre de députés communistes bondissant de 10 à 72. Avec cette progression, l'assise géographique du communisme français va se stabiliser et, à quelques exceptions près, la carte du vote PC qui se dessina à l'époque sera celle que l'on retrouvera ensuite scrutin après scrutin jusqu'au début des années 1980.

La géographie du vote communiste se superpose dès cette époque à la fois avec la présence des différentes activités industrielles dans le pays et avec les zones rurales, où dominait la petite paysannerie. Cette géographie s'inscrit ainsi en cohérence avec la ligne stratégique du Parti, qui, dès des élections législatives de 1924, avait appelé à la constitution d'un bloc ouvrier et paysan<sup>4</sup>.



Les principales zones de force électorales du PC correspondent aux bassins industriels français et le vote comme les députés communistes sont très concentrés géographiquement sur cette France industrielle, 48 députés sur les 72 élus du PC provenant de quatre départements seulement<sup>5</sup>. On voit ainsi clairement apparaître sur la carte les bassins charbonniers dans le Nord-Pas-de-Calais, en Lorraine, dans le Dauphiné (La Mure), dans les Cévennes (Alès), à Decazeville (Aveyron), mais également les autres zones extractives : bauxite à Brignoles dans le Var, fer en Moselle ou dans le massif du Canigou dans les Pyrénées-Orientales, ou bien encore le bassin potassique à proximité de Mulhouse.

À côté des mines, les régions manufacturières constituent l'autre ancrage du PC dans la France industrielle. C'est le cas des villes portuaires comme Le Havre, La Rochelle, Marseille ou Toulon, mais aussi des zones métallurgiques, sidérurgiques et mécaniques, comme le Valenciennois, les Ardennes, la Lorraine, Bourges, Vierzon, les banlieues ouvrières parisiennes et jusque dans certains quartiers de la capitale. En lien avec la présence des grandes usines Citroën du quai de

Javel et Renault de Billancourt, des candidats communistes l'emportèrent ainsi dans des circonscriptions de l'Ouest parisien. Si l'industrie textile et du cuir ont aujourd'hui quasiment disparu, elles sont à l'époque très actives dans de nombreuses régions françaises. Dans la région lilloise, la vallée de la Somme, dans les Vosges, dans la région rouennaise ou dans la Drôme, la présence de ces industries fournit le substrat sociologique sur lequel le vote PC se développa. Ce fut également le cas en Alsace, où le PC jouait de surcroît localement sur l'aspiration autonomiste d'une partie de la population. Mais cette audience importante du PC en Alsace ne survivra pas au traumatisme de la Seconde Guerre mondiale marquée par le drame des « malgré-nous », dont beaucoup périrent sur le front de l'Est ou ne revinrent jamais du goulag soviétique.

Cet ancrage électoral du PC dans les bassins industriels français s'est opéré grâce à un travail militant acharné, réalisé par des membres du Parti qui venaient et appartenaient eux-mêmes à ces différents mondes ouvriers. Cette osmose sociologique se manifestait non seulement entre l'électorat ouvrier local et les adhérents communistes de base, mais également avec bon nombre de candidats à la députation, qui étaient eux aussi ouvriers de profession. On peut citer par exemple Cyprien Quinet, mineur du Pas-de-Calais dans la circonscription de Carvin, Arthur Musmeaux, ouvrier métallurgiste candidat à Valenciennes, Marius Cornevin, ouvrier de l'arsenal de Bourges dans le Cher, Jean Bartolini, ajusteur à l'arsenal de Toulon ou bien encore Prosper Môquet<sup>6</sup>, cheminot qui fut élu député de Paris.

Parallèlement à l'empreinte des différentes activités industrielles, la carte du vote communiste en 1936 est également structurée par la présence d'une petite paysannerie et d'ouvriers agricoles et de bûcherons dans certaines régions rurales et forestières<sup>7</sup>. C'est le cas par exemple dans le sud de la Drôme, dans le Vaucluse, le Var ou la Camargue. Mais aussi en Sologne, sur le plateau de Millevaches ou en Haute-Corrèze<sup>8</sup>, dans le bocage bourbonnais dans l'Allier, dans le nord de la Dordogne (Nontronnais), dans le Quercy ou dans le Lot-et-Garonne, qui fut le fief de Renaud Jean. Grande figure du communisme rural<sup>9</sup>, Renaud Jean anima, comme d'autres militants communistes (Jean Cassagnade dans le Lot, Marius Vazeilles en Corrèze), des mobilisations paysannes pour l'accès au foncier ou la lutte contre les expulsions et les saisies de fermes.

Nous avons commenté les « pleins » de la carte, mais la géographie du vote pour le PC en 1936 est également caractérisée par de très nombreux « vides ». La carte précédente fait ainsi ressortir que l'audience du Parti est quasiment inexistante sur une large partie du territoire. Le quart nord-ouest du pays, la Champagne, la Franche-Comté, mais aussi un long chapelet de départements courant de la Loire aux Basses-Pyrénées (actuelles Pyrénées-Atlantiques) font figure de « zones blanches » pour le PC, qui n'y dispose d'aucun relais et d'aucun appui significatif.

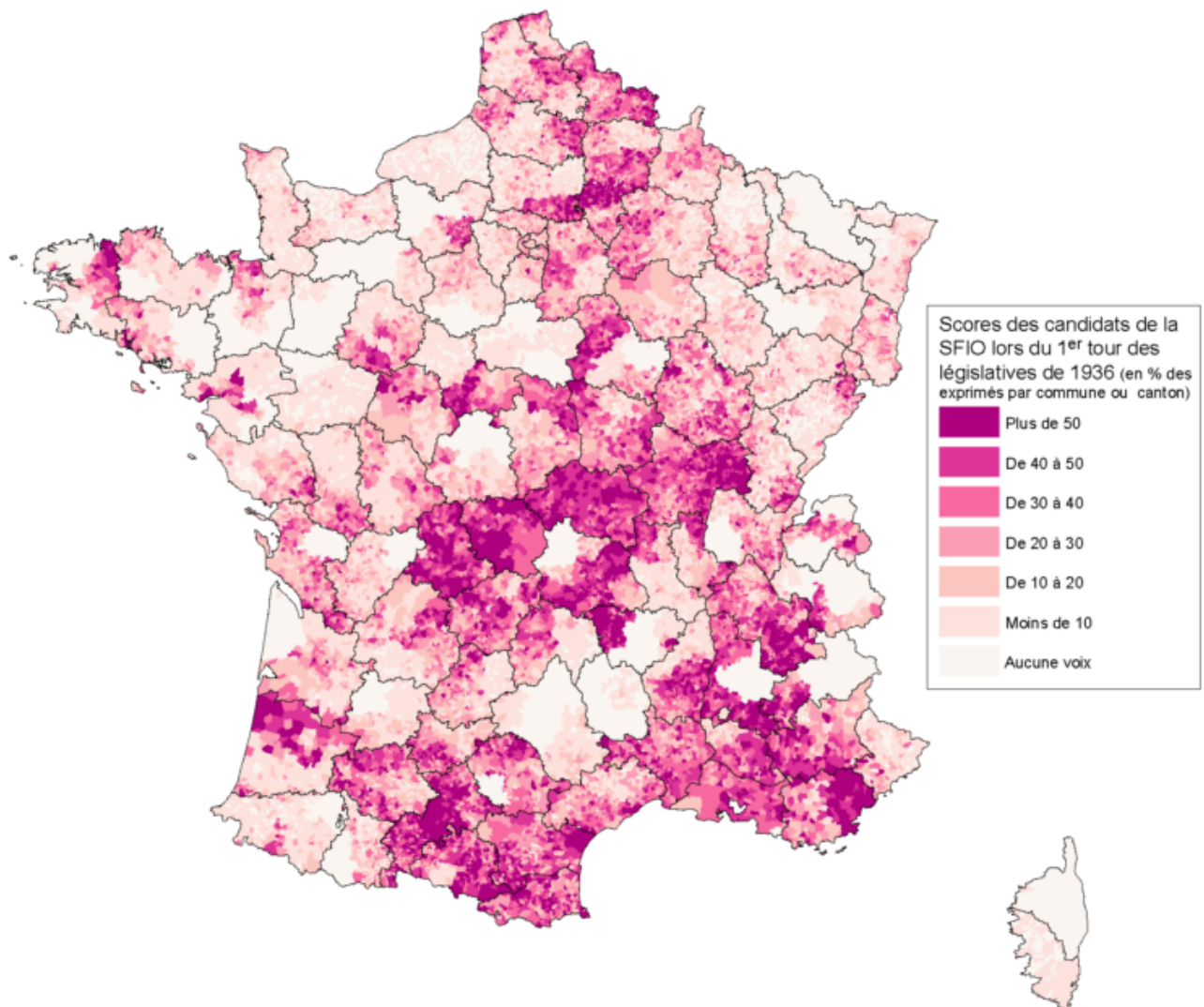
Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## La SFIO, principale force de gauche

Si le PC a significativement progressé entre les élections de 1932 et celles de 1936, la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) voit, quant à elle, son score s'éroder quelque peu en passant de 20,5% en 1932 à 19,2% en 1936, sous l'effet de la concurrence du PC sur sa gauche et de l'Union socialiste et républicaine (USR) sur sa droite, l'USR obtenant 6,6% des voix<sup>10</sup>. Toutefois, arrivée en tête de la gauche au premier tour, la SFIO bénéficiera de bons reports de ses alliés du Front populaire au second tour, ce qui lui permettra de remporter finalement 149 sièges (contre 132 en 1932).

La carte du vote en faveur de la SFIO au premier tour illustre l'assise sociologique plus large dont disposait ce parti, avec une implantation géographique plus diversifiée que celle du PC, qui se concentrait, comme on l'a vu, essentiellement sur la France industrielle et certains départements ruraux.

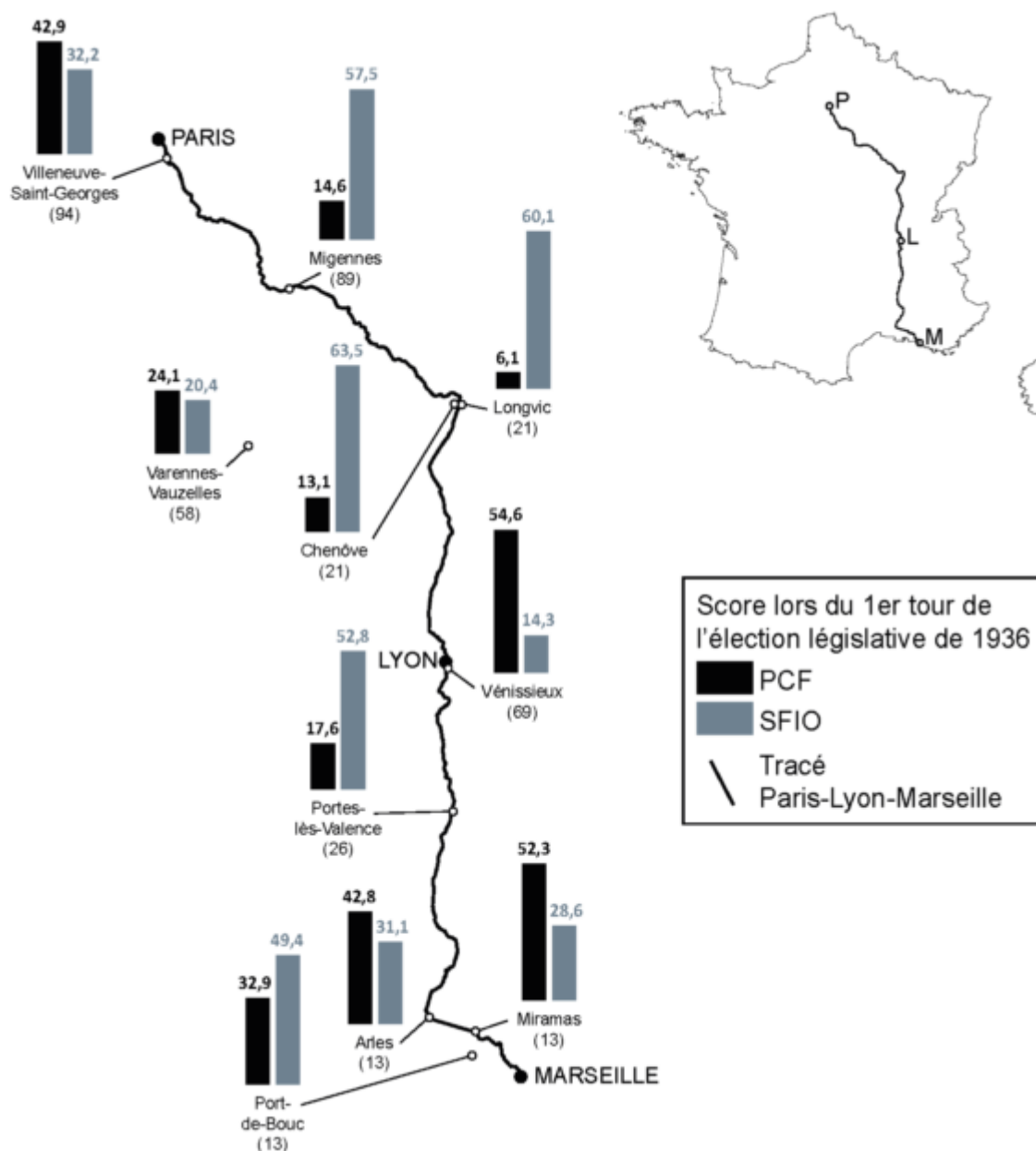


En dépit de la vive concurrence d'un PC en dynamique, la SFIO n'est pas évincée, loin s'en faut, des terres ouvrières. Elle conserve de solides bastions dans le bassin industriel et minier du Pas-de-Calais, dans le Vimeu (ouest de la Somme), dans l'Aisne, dans la région de Sochaux-Montbéliard, à Montceau-les-Mines et au Creusot, dans la basse vallée de la Loire (Nantes, Indre, Saint-Nazaire, où le métallurgiste François Blancho fut élu député avant de devenir sous-secrétaire d'État), dans l'agglomération lorientaise ou bien encore dans la vallée de l'Arve en Haute-Savoie et dans le Puy-de-Dôme – avec Clermont-Ferrand et les usines Michelin, mais également Issoire ou Thiers, qui élisent Ernest Laroche, syndicaliste et verrier de profession.

L'analyse des résultats électoraux le long de la ligne de chemin de fer PLM (Paris-Lyon-Marseille) illustre bien cette concurrence entre le PC et la SFIO et l'assise encore importante de cette dernière parmi les cheminots, qui constituaient l'une des composantes principales de la classe ouvrière de l'époque. Le long de la ligne PLM, étaient répartis des gares de triages, des nœuds ferroviaires et des ateliers de réparation, où travaillaient et résidaient d'importantes populations

de cheminots. Dans ces bastions de gauche marqués par une forte présence syndicale et une tradition de luttes sociales (comme les grèves en 1920), le PC domine dans certaines villes comme Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), Vénissieux (Rhône), Arles (Bouches-du-Rhône) ou Miramas (Bouches-du-Rhône), mais la SFIO demeure hégémonique dans plusieurs communes cheminotes comme Migennes (Yonne), Longvic (Côte-d'Or), Chenôve (Côte-d'Or) ou Portes-lès-Valence (Drôme), le rapport de force étant équilibré entre les deux formations à Varennes-Vauzelles (Nièvre), autre commune comptant d'importantes installations de réparation ferroviaire de la Compagnie des chemins de fer de Paris à Lyon et à la Méditerranée (PLM), mais située dans l'Allier et non directement sur le tracé de la ligne.

### La concurrence entre la SFIO et le PC le long de la ligne ferroviaire PLM



Parti depuis longtemps installé dans le paysage politique, la SFIO puise ses racines dans la longue histoire de la gauche française. Et les régions marquées depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par la tradition révolutionnaire et l'anticléricalisme sont largement acquises au socialisme porté par la SFIO. C'est le cas dans tout le sud de la France, qu'il s'agisse du Midi rouge et de ses petits vigneron et ouvriers agricoles du Roussillon et du Languedoc (Léon Blum fut élu dans la circonscription de Narbonne), mais également en Provence. La petite paysannerie, les artisans et les fonctionnaires des villes et villages votent à gauche, et plus précisément pour la SFIO à l'image par exemple d'un Charles Lussy, ancien postier devenu député du Vaucluse en 1936, ou d'un Joseph Collomp, petit commerçant et élu député de Draguignan dans le Var la même année. C'est sur une sociologie assez similaire que la SFIO s'appuie dans ses fiefs du Sud-Ouest, comme l'Ariège, le Tarn, le Tarn-et-Garonne, la Haute-Garonne (où fut élu Vincent Auriol), les Landes ou bien encore le Gers, qui élit députés Paul Saint-Martin et Louis Dubosc, tous deux instituteurs, autre profession fortement représentée dans l'électorat et les adhérents du parti<sup>11</sup>.

Autre région laïcarde travaillée historiquement par la libre-pensée<sup>12</sup> et par l'influence des terrassiers, maçons et tailleurs de pierre partant travailler à Paris avant de rentrer au pays et d'y véhiculer les idées révolutionnaires, puis socialistes, le Limousin, théâtre de luttes paysannes et de celles des feuillardiers<sup>13</sup>, constitue également un bastion de la SFIO, tout comme les départements voisins du Cher, de l'Allier, de la Nièvre et de Saône-et-Loire. Ce centre de la France avait manifesté dès les élections de 1849 son attachement à la gauche. Plus de quatre-vingts ans plus tard, c'est la SFIO qui bénéficiait de cet héritage et de cet ancrage historique.

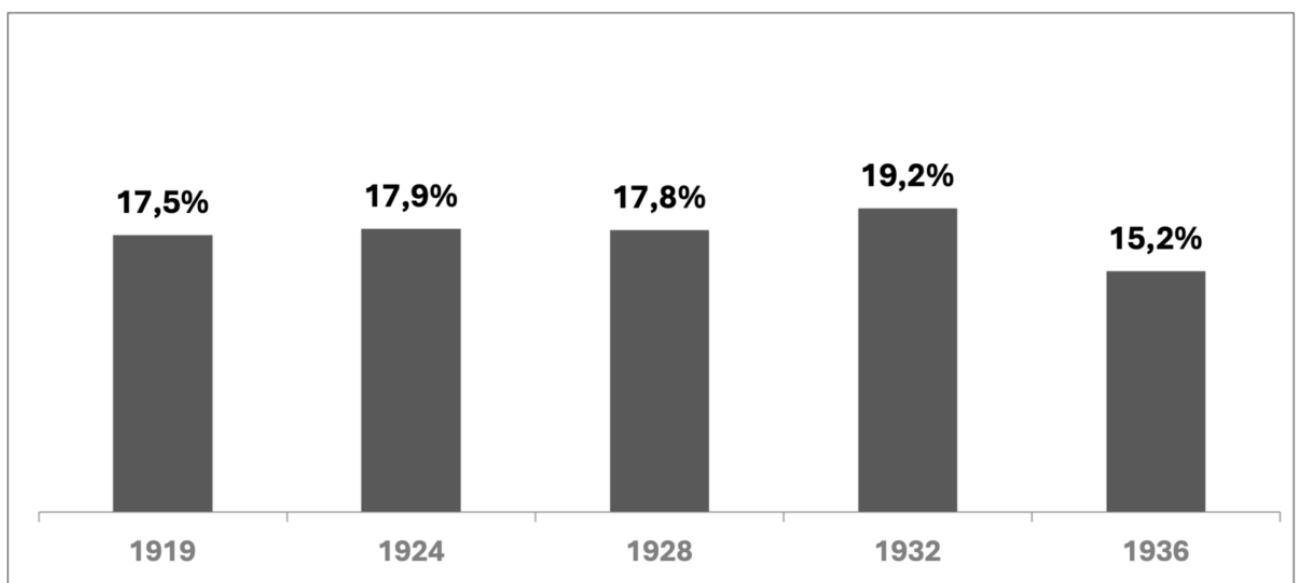
Dans un grand Ouest conservateur, la SFIO compte en revanche des points d'appui plus limités : estuaire de la Loire, vallée de la Rance, pays lorientais et le Centre-Bretagne, zone agricole ingrate et pauvre. Ces territoires avaient déjà été identifiés par André Siegfried au début du XX<sup>e</sup> siècle comme les rares enclaves de gauche dans cette région<sup>14</sup>. Ici encore, la SFIO, plus que le PC, apparaissait en 1936 comme la force politique incarnant la continuité de cette histoire et de cette tradition aux yeux des électeurs de gauche.

Créée en 1905 par le regroupement des différentes tendances et organisations socialistes, la SFIO dispose enfin d'un réseau de maires ayant conquis au fil du temps certaines grandes villes. On pense notamment à Albert Bedouce à Toulouse, Léon Betoulle à Limoges, Alfred Maës à Lens ou bien encore Roger Salengro à Lille.

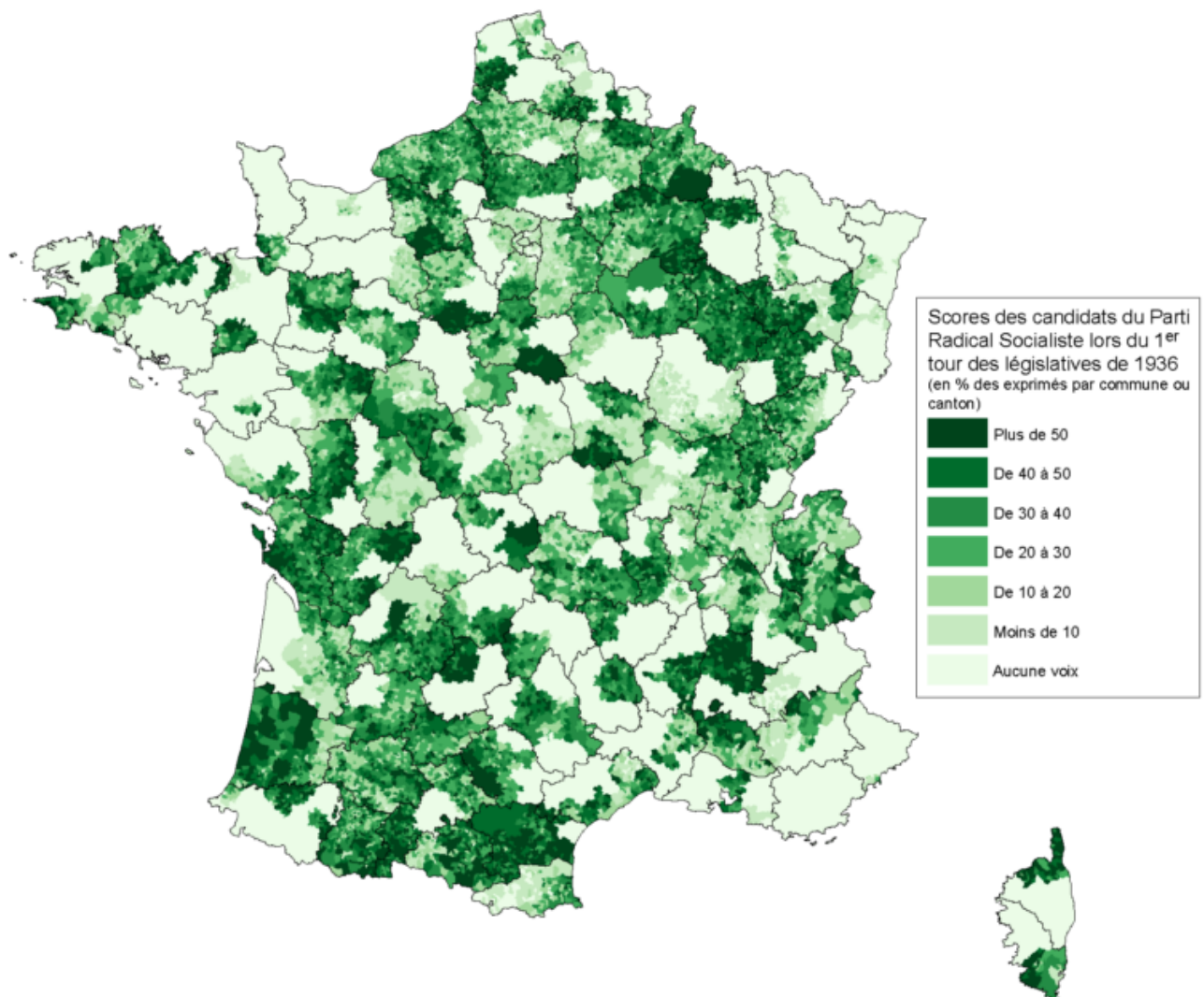
## Des notables radicaux bien implantés dans de nombreuses régions modérées

Aux côtés de la SFIO et du PC, le Parti républicain, radical et radical-socialiste (PRRRS) a constitué la troisième composante principale de la coalition, qui remporta les élections de 1936. Avec 15,2% des voix, le score du PRRRS s'est inscrit en léger retrait par rapport à son étiage des scrutins de l'après-guerre.

### Évolution du poids électoral du Parti républicain, radical et radical-socialiste entre 1919 et 1936 aux élections législatives



Il n'en demeure pas moins une force politique de premier ordre et les 115 députés radicaux ont été indispensables à la constitution d'un bloc majoritaire pour le Front populaire à l'Assemblée nationale. La carte ci-dessous indique par ailleurs que le Parti radical bénéficiait d'une implantation géographique large et diversifiée. Il avait certes en partage avec la SFIO les terroirs laïcs et de gauche du Sud-Ouest : Landes, Gers, Hautes-Pyrénées, Haute-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne, Ariège et Aude, zone de diffusion de *La Dépêche du Midi*. Ce grand journal, dans lequel Jean Jaurès et Georges Clemenceau avaient fait leurs armes, était très influent dans cette région dans laquelle il diffusait une pensée laïcarde et en phase avec la ligne du Parti radical. Il était dirigé à cette époque par Maurice Sarraut, qui fut longtemps sénateur radical de l'Aude, et qui avait pour frère Albert Sarraut, député de l'Aude et figure du Parti radical.



Dans les Charentes, le pays bigouden, le Trégor, les Alpes du sud ou dans le sud-est de l'Ardèche, autres terres laïcardes de gauche, le PRRRS bénéficiait d'une forte audience et était ici aussi en concurrence avec la SFIO, qui progressivement allait évincer le vieux Parti radical, comme elle-même plus tard se ferait remplacer par le PC dans certains bassins ouvriers.

Mais l'audience du Parti radical allait bien au-delà de ces vieux bastions de gauche. On observe en effet sur la carte des niveaux de vote élevés dans des terroirs de droite, comme le nord de la Mayenne, le pays de Redon, les pays de Caux et de Braye, ou encore l'Aube ou la Savoie.

Ce côté tout-terrain du Parti radical doit beaucoup à la nature notabiliaire de cette formation politique, qui était composée de nombreux notables bien implantés localement et capables d'attirer sur leur nom un électoralat assez diversifié. On peut citer par exemple et parmi tant d'autres : Jules Courtehoux, agriculteur et député-maire de Vouziers dans les Ardennes<sup>15</sup>, Camille Briquet, médecin, député et président du Conseil général de l'Eure, William Bertrand, avocat et

député de Charente inférieure<sup>16</sup> et qui fut plusieurs fois ministre, ou bien encore Marc Rucart, journaliste et député des Vosges, et qui fut ministre de la Justice du Front populaire. Marc Rucart était en outre franc-maçon, les loges maçonniques ayant historiquement constitué un vivier de recrutement privilégié pour le Parti radical, qui eut longtemps pour mot d'ordre : « Arracher le chiendent clérical et l'ortie césarienne<sup>17</sup> ».

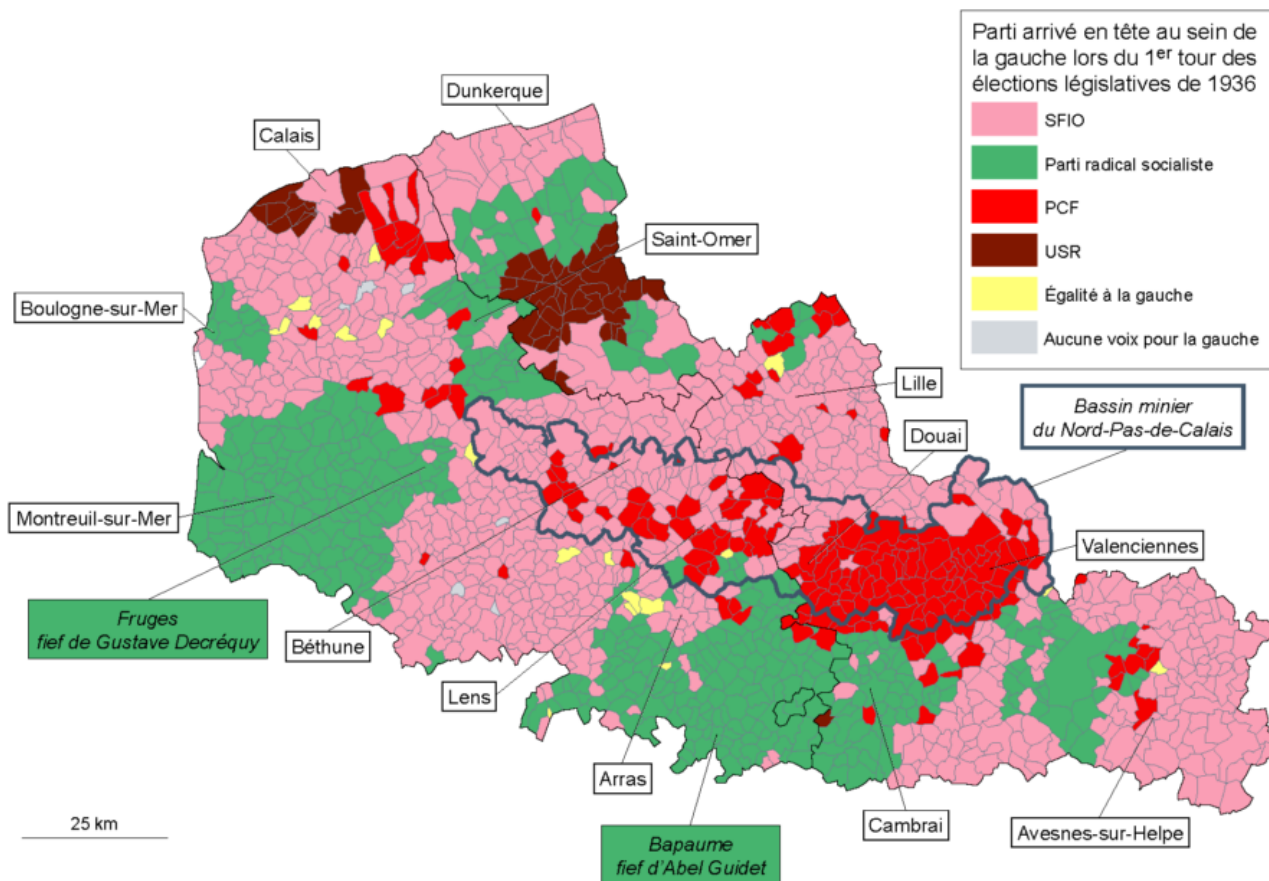
Le combat contre le cléricalisme étant un axe constitutif de l'identité radicale<sup>18</sup>, le PRRRS ne prit d'ailleurs pas la peine de présenter de candidats dans les régions marquées par une forte influence du catholicisme comme le pays de Léon, le Vannetais, le Bocage vendéen, le Pays basque, l'Aubrac, la montagne ardéchoise ou l'Alsace-Moselle, conscient qu'il ne rallierait guère de suffrages dans ces contrées.

Au total, si l'on cherche une cohérence dans la géographie du vote pour le Parti radical, qui agrège des régions politiques diverses et de nombreux fiefs de notables locaux, il faut raisonner en creux. Le radicalisme électoral semble ainsi occuper les espaces laissés vacants par la gauche socialiste et communiste, d'une part, et par la droite catholique, d'autre part. Et cette carte du vote pour les radicaux en 1936 n'est pas sans ressemblance avec celle du vote pour les orléanistes et les républicains modérés lors du scrutin de 1849<sup>19</sup>. À l'époque, la droite légitimiste s'était largement imposée dans ses bastions du grand Ouest et du sud du Massif central, quand les démocrates et les démocrates-socialistes<sup>20</sup> avaient viré en tête dans bon nombre de départements du centre de la France. À l'exception de ces territoires à l'orientation politique déjà très tranchée, de vastes parties du pays affichaient un vote plus modéré et un tempérament politique assez incertain. C'est manifestement dans ces espaces que le PRRRS, au terme de son recentrage idéologique initié depuis la fin de la guerre, a trouvé son électorat, abandonnant bon nombre de terres de gauche à la SFIO et au PC.

## Complémentarités géographiques

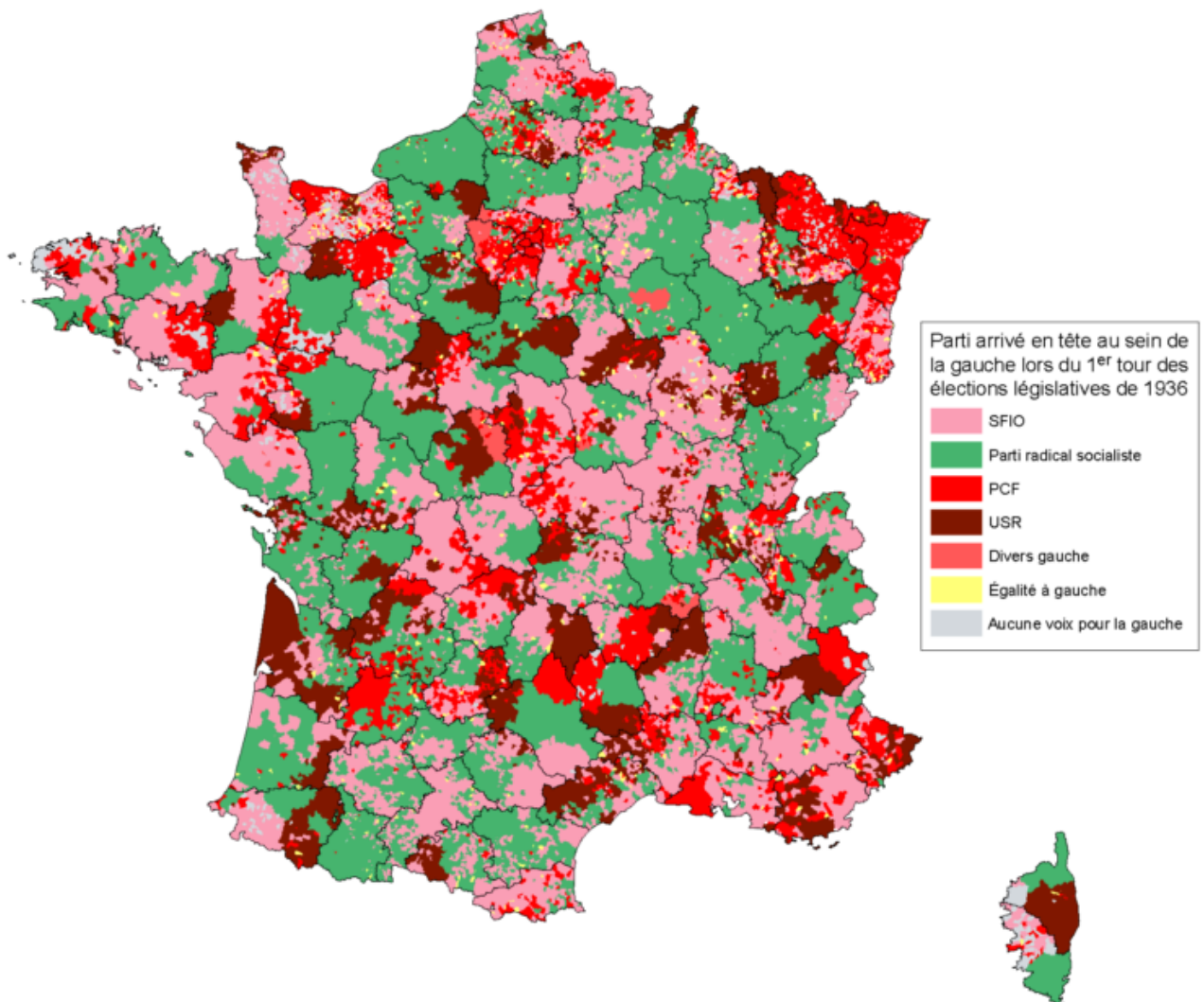
La complémentarité géographique et sociologique de ces trois électorats apparaît de manière assez symptomatique dans le Nord-Pas-de-Calais. Comme le montre la carte suivante, la SFIO domine à gauche dans la région lilloise, le Dunkerquois, le Calaisis, le Boulonnais, et dans la partie occidentale du bassin minier (où les socialistes remportèrent cinq sièges), le Ternois et l'Avesnois. La division du travail, si l'on peut employer cette expression, a laissé au PC la partie orientale du bassin minier. Les communistes gagnèrent dans six circonscriptions situées entre Douai et Valenciennes, ce territoire ayant été marqué au tournant du siècle par la présence de militants guesdistes qui lui conférèrent cette orientation radicale, quand la partie occidentale du bassin minier élisait historiquement des socialistes plus modérés ou réformistes. Hormis ce fief rouge du

bassin minier, le Parti disposait aussi de points d'appui dans la vallée de la Sambre et dans certaines communes ouvrières de la région lilloise, comme Halluin (dirigée par le PC depuis 1920) ou Roncq.



Le Parti radical s'appuyait, quant à lui, sur son réseau de notables bien implantés dans des petites villes ou des zones rurales, comme Gustave Decréquy, négociant de profession et conseiller général de Fruges, ou Abel Guidet, lui aussi négociant de son état et maire et conseiller-général de Bapaume.

Cette complémentarité spatiale et sociologique entre les électors des différentes forces constituant le Front populaire se dessine nettement sur la carte suivante. Chaque formation disposait ainsi de son biotope de prédilection. La SFIO, le PC et l'USR se faisaient concurrence dans les régions traditionnellement marquées à gauche, quand le PRRRS captait un nombre important de voix dans de nombreuses régions plus modérées.

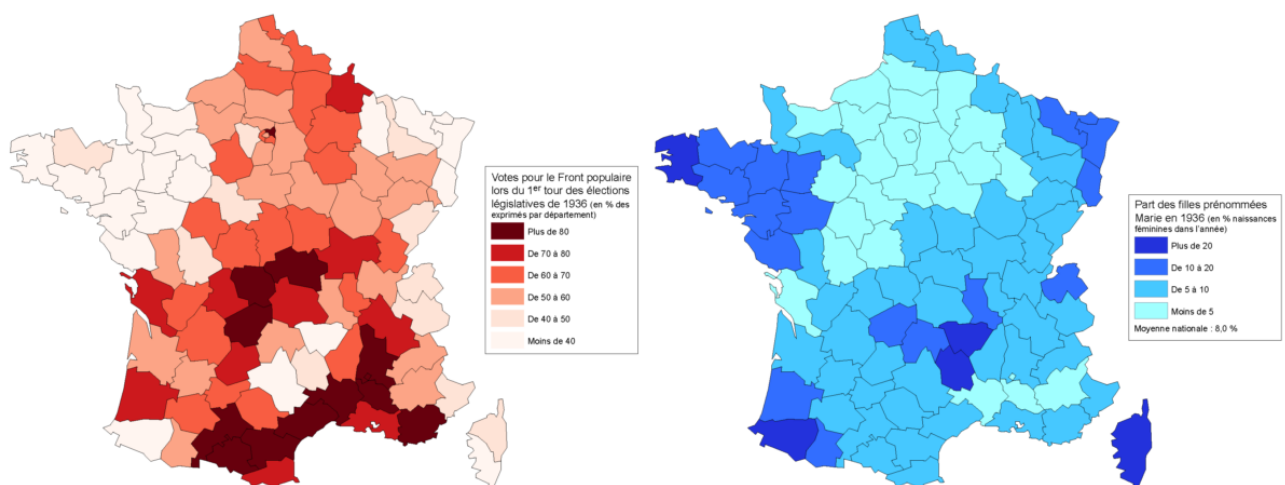


Comme on l'a rappelé, le réflexe de défense républicaine face à la menace de l'extrême droite permit aux différentes composantes du Front populaire de s'allier. Mais un autre ressort plus ancien joua également significativement pour dépasser les divisions programmatiques et faire fi des orientations socio-économiques parfois très éloignées entre radicaux, d'une part, et communistes et socialistes, d'autre part. Depuis l'apparition du clivage gauche-droite, l'anticléricanisme constituait, en effet, un puissant marqueur du vote à gauche et un dénominateur commun de ses différentes composantes. En 1936, c'est aussi ce vieux substrat qui permit de fédérer le métallo communiste parisien, le vigneron socialiste du Languedoc et le commerçant ou le petit notable radical-socialiste charentais<sup>21</sup>.

La prégnance du prénom de Marie parmi les nouveau-nées constitue un bon indicateur de l'influence de la religion catholique dans un département donné. Nous avons effectué ce calcul et construit cet indicateur à partir du [fichier de l'Insee](#) qui recense toutes les naissances intervenues dans le pays. Pour l'année 1936, les Marie représentaient en moyenne sur le plan national 8% des

naissances de petites filles. Mais, comme le montre la carte de droite sur la planche ci-dessous, ce taux variait considérablement selon les départements. Dans un vaste espace central correspondant à un bassin parisien très élargi, tout comme dans la basse-vallée du Rhône, la déchristianisation était ancienne et le pourcentage de Marie parmi les naissances féminines se situait en dessous de 5%. Ce taux était à peine plus élevé dans le nord du Massif central, sur le littoral méditerranéen ou dans la majeure partie du Sud-Ouest. À l'inverse, l'influence du catholicisme demeurait beaucoup plus ancrée en Bretagne et dans les Pays de la Loire, dans les Pyrénées-Atlantiques et les Hautes-Pyrénées, dans le sud du Massif central (Lozère, Cantal, Haute-Loire), dans la Loire, en Savoie, en Corse ou en Alsace-Moselle. Et dans toutes ces régions, où la prévalence du prénom Marie dépassait les 10% voire les 20%, le vote pour le Front populaire fut des plus faibles, alors qu'il atteignait des niveaux élevés dans les départements les plus déchristianisés, comme par exemple le Gard, le Vaucluse, la Charente-Maritime, sans oublier bien sûr le département de la Seine.

### Vote pour le Front populaire au premier tour en 1936 et prévalence du prénom Marie parmi les naissances féminines



Ainsi, les revendications économiques et sociales et la mobilisation républicaine face à l'extrême droite avaient constitué de puissants ressorts de la dynamique qui allait porter le Front populaire au pouvoir. Mais la vieille opposition au camp catholique et au cléricisme avait permis de souder les différents électors de gauche dans une coalition majoritaire à la composition sociologique fort hétérogène.

1. [Publication des candidatures et des résultats aux élections européennes 2024](#), ministère de l'Intérieur, 9 juin 2024.
2. Romain Ducoulombier, *6 février 1934, l'événement choc : les droites, les gauches et la rue*, Fondation Jean-Jaurès, 1<sup>er</sup> février 2024.
3. Julia Cagé et Thomas Piketty en ont tiré un ouvrage : *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en*

*France, 1789-2022*, Paris, Seuil, 2023.

4. De la même façon, après la signature du Pacte germano-soviétique en 1939 et la parution d'un décret-loi prononçant la dissolution du PC, le groupe communiste à l'Assemblée nationale prendra le nom de « Groupe ouvrier et paysan français ».
5. Paris, départements de la Seine et de la Seine-et-Oise (Oise actuelle) et Nord. Voir Bernard Pudal : « Le député communiste : 1920-1940. Éléments pour une analyse des logiques de fidélisation au sein du PCF », *Histoire et mesure*, n°1-2, 1986.
6. Le père de Guy Môquet.
7. Annie Kriegel avait montré qu'au moment du congrès de Tours, dans de nombreuses fédérations socialistes, ce sont les petits paysans et les ouvriers agricoles qui feront pencher la balance en faveur de l'adhésion à la III<sup>e</sup> internationale communiste. Voir Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français : 1914-1920*, Paris, Mouton, 1964.
8. Où trente ans plus tard, Jacques Chirac parviendra à s'implanter en ayant battu les communistes avec l'aide de différents notables et relais locaux.
9. Sur le communisme rural, voir notamment Jean-Paul Molinari, « Les paysans du Parti communiste français », *Politix*, n°14, 1991.
10. Cette petite formation obtiendra 44 sièges et participera au Front populaire, 3 de ses membres étant ministres, dont Paul Ramadier.
11. François Camel et Daniel Soula, élus en Ariège, ou bien encore par exemple Augustin Malroux, élu dans le Tarn, étaient également instituteurs.
12. Voir par exemple à ce sujet Louis Pérouas, « Limoges, capitale régionale de la libre-pensée à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle », *Annales du Midi*, 1979, pp. 91-142.
13. Ouvriers travaillant à l'exploitation des taillis de châtaigniers.
14. André Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1913.
15. Il est l'arrière-grand-père de Jean-Luc Warsmann, député des Ardennes.
16. Aujourd'hui la Charente-Maritime.
17. *Fédération d'Union républicaine radicale et socialiste de l'Aude*, Carcassonne, Imprimerie Polère, 1904, p. 8, AD Aude, 5 M 95.
18. Les radicaux ayant été à l'origine du vote de la loi de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État.
19. Voir par exemple à ce sujet la belle carte de ce vote de 1849, réalisée au niveau cantonal par Frédéric Salmon dans *Atlas électoral de la France. 1848- 2001*, Paris, Seuil, 2001, p. 7.
20. Qui représentaient à l'époque les courants les plus à gauche.
21. Sur le poids du facteur religieux dans le vote aux législatives de 1936, on peut se reporter à Georges Dupeux, « Le Front populaire et les élections de 1936 », *Cahiers de la Fondation nationale de sciences politiques*, n°99, 1959.